

Les NAO chez Renault :
Négociation Annuelle
Obligatoire, hausses de
salaire facultatives

l'étincelle*

Stop ou encore ?
Ghosn prêt à faire un
nouveau mandat à la
tête de Renault

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 30 janvier 2018

Sélection à l'entrée à l'Université : Devaquet, si tu avais su...

Les 700 000 lycéens qui aspirent à être étudiants à la rentrée 2018 ont jusqu'au 10 mars pour déposer sur internet, via une plateforme d'admission à l'université dite Parcoursup, un genre de curriculum vitae et dix « vœux » accompagnés de lettres de motivation. Ensuite... on leur écrira ! Un « *on vous écrira* » qui rappelle quelque chose à tous ceux qui recherchent un emploi.

Une partie de la jeunesse populaire connaît malheureusement déjà cette situation, n'a pas accès à l'enseignement supérieur et bien en amont, se trouve « orientée » vers des formations professionnelles plus ou moins sérieuses, mais plus généralement vers des petits boulots ou Pôle emploi. Sous prétexte de résoudre le manque de place après le bac, le gouvernement entérine, légalise et généralise cette situation. Et, tout particulièrement envers les jeunes, il ne fait qu'aggraver l'injustice sociale existante.

La politique du pire

De prétendus spécialistes expliquent qu'il n'y aurait plus de place pour tout le monde dans les lycées et les universités, et que pour enrayer la baisse générale du niveau, il vaudrait mieux que les enfants de milieu populaire aillent voir ailleurs. Ils seraient en trop grande difficulté scolaire et c'est donc pour leur bien qu'on leur fermerait la porte. Point de vue crasse de l'élite - ou prétendue telle - qui entoure et soutient Macron.

Certes, cela va mal dans les écoles, les lycées et les universités. L'Etat ne veut pas consacrer les moyens humains et matériels nécessaires. Le nombre d'élèves augmente et le nombre d'enseignants diminue. Trop d'établissements sont vétustes et non équipés, dont des universités. Mais faudrait-il aggraver la situation en réduisant le nombre de places ? Est-ce que ce sont les jeunes qui ne sont pas à la hauteur des universités, ou les universités (et déjà les lycées) qui ne sont pas à la hauteur des jeunes et de leurs besoins ? Macron veut mettre de nouveaux barrages aux enfants des classes populaires, alors que la ségrégation sociale sévit déjà, qui les exclue par exemple des classes prépas et des grandes écoles vers lesquelles sont orientés les enfants de la bourgeoisie et petite bourgeoisie.

Les raisons de la colère

Colère des lycéens réticents face à l'usine à gaz de Parcoursup, avec ses lettres de motivation et ses « attendus » parfois incompréhensibles pour s'inscrire dans chaque filière. Colère des profs des lycées qui n'ont aucune envie de présélectionner leurs élèves en leur attribuant des appréciations. Colère des profs d'université à la perspective d'examiner plus de 7 millions de dossiers (ce qui à raison de 30 mn pour chaque, ferait plus de trois millions d'heures de travail supplémentaires).

Les universités n'auront pas les moyens de dépouiller sérieusement chaque dossier. Elles accepteront alors plus volontiers la candidature d'un lycéen issu d'un quartier chic que d'un quartier populaire. On s'étonnera ensuite que les 20 % à 30 % de jeunes qui, à la rentrée prochaine ne trouveront pas de place dans les universités, appartiennent à la classe ouvrière.

Devaquet 2.0

Dans plusieurs villes, des lycéens, des étudiants et des professeurs ont commencé à manifester contre ce projet. Plusieurs syndicats et organisations d'enseignants, d'élèves et de parents, annoncent désormais une journée de grève et de manifestation jeudi 1^{er} février.

Un début de riposte, espérons-le. Car dans les entreprises comme dans le milieu scolaire, c'est le ras-le-bol de la mise en concurrence, des machines à licencier, à exclure, à reléguer au chômage et aux petits boulots. Ce n'est pas la première fois que la jeunesse sonnerait le départ d'un mouvement d'importance. En 1986, le ministre de l'éducation Devaquet, qui vient de décéder, avait tenté une réforme similaire. Il avait dû y renoncer face à la révolte de la jeunesse et à son extension chez les cheminots.

De l'air pour les salaires

Les NAO chez Renault s'ouvrent ce mardi. Ces « Négociations Annuelles Obligatoires » doivent définir les augmentations de salaire pour 2018. Renault fait des milliards de bénéfices chaque année. Soyons nombreux à 10h ce matin dans le hall de La Ruche, à l'appel de deux syndicats, pour exiger de véritables augmentations, et pas des miettes !

Autosatisf'Hay

La direction se flatte d'un taux de réponse élevé à l'enquête Hay et y voit un signe de « *l'engagement des salariés et de leur confiance dans l'alliance* ». C'est comme l'enquête de satisfaction à la cantine : tout va bien ! Pourtant 44 % des salariés jugent que l'organisation du travail ne permet pas un travail de qualité. Quant à l'« enablement », seuls 61% des salariés de l'Ingénierie jugent que Renault crée de bonnes conditions pour assurer leurs missions. Dans des directions au TCR, les résultats sont encore pires. Et encore, c'est la direction qui choisit les questions.

ACE2 : les migrants piquent une crise

Alors que les salariés sont priés de migrer vers ACE2 (le nouvel environnement informatique de l'Alliance), des dizaines d'applications métiers ne sont toujours pas compatibles. Une moitié d'entre elles va être carrément abandonnée, l'autre rendue compatible... mais pas tout de suite. Dans certains secteurs, le déploiement d'ACE2 a été suspendu. Heureusement, l'enquête Hay a démarré avant ACE2.

Réouverture de la chasse aux prestas

« *La situation de saturation des bureaux, des parkings et du service de restauration est devenue contraignante non seulement pour les résidents mais pour notre efficacité au quotidien* » : c'est la direction qui le dit ! Sa solution : « relocaliser » 1100 prestataires d'ici juin 2018 dans leur société ou à Villiers-Saint-Frédéric. Chaque service doit fournir les noms des indésirables. La direction veillera à choisir les prestataires restant au TCR en schéma 3. Parions que nombre d'exilés reviendront en visiteurs, comme c'est le cas à chaque vague d'expulsions. La direction a ses boucs émissaires, elle qui a fermé Rueil et regroupé toute l'Ingénierie à Guyancourt sous prétexte qu'il y avait suffisamment de place.

Quand la logis... tique

Les zones de déchargement et de stockage du bâtiment Logistique, trop petit suite à la hausse d'activité du CRP, sont pleines à craquer. Il devient dangereux d'y circuler. Les salariés de Vestalia font ce qu'ils peuvent (à défaut de pouvoir pousser les murs), astreints à faire des heures supplémentaires le soir et le samedi qui ne sont pas toujours payées à temps. Y'a pas marqué logisti-chien !

Le syndrome de Tanguy

Depuis des semaines, les rumeurs courent : Ghosn ne renouvellerait pas son mandat de PDG de Renault en 2018. Coup de théâtre ! Il ne serait plus sûr de partir : « *faire un nouveau mandat... S'il y a accord sur la feuille de route, évidemment !* » a-t-il déclaré sur RTL. Un poste à 7 millions par an, c'est dur à quitter.

Le mégalo de l'auto

Carlos Ghosn ne cesse de le proclamer : l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi serait devenue le premier constructeur mondial avec 10,6 millions de véhicules vendus en 2017. Problème : VW en aurait vendu 10,74 millions et serait donc en tête. Un classement contesté aussitôt par Ghosn pour qui VW ne doit pas intégrer ses poids lourds dans ses ventes. C'est pourtant le mode habituel de comptabilité. Pour être 1^{er} à tout prix, Ghosn est prêt à faire ses propres règles.

Les fournisseurs de la Charité

Le 17 janvier devant la commission économique de l'Assemblée Nationale, Carlos Ghosn a reconnu que Renault avait fini l'année 2016 avec 9,5 milliards d'euros de dettes envers ses fournisseurs. Renault, par ailleurs très exigeant envers ses fournisseurs, a du mal à les payer... surtout en fin d'année quand il faut atteindre l'objectif de Marge Opérationnelle. Ghosn serait intervenu personnellement pour y remédier. On attend les chiffres de 2017 avec impatience.

La revanche des prestataires

La cour d'appel de Toulouse a condamné Altran, « leader mondial en solutions d'Ingénierie », à verser 10 millions d'€ à 300 ingénieurs pour non-paiement d'heures supplémentaires. Les premières procédures ont démarré en 2009. 700 salariés attendent encore un jugement : une justice à deux vitesses faite pour protéger les patrons. Parfois, il y a une faille.

Bosch et tais-toi !

La baisse du Diesel menace des centaines de milliers d'emplois en Allemagne et en France, dont l'usine Bosch près de Rodez. 1600 salariés y produisent exclusivement des injecteurs ou des bougies pour les moteurs Diesel, et à 80 % pour Renault. Mais la direction de Bosch (comme celle de Renault) n'a aucun projet de reconversion. Pire, elle conditionne l'avenir du site à un accord de « compétitivité » : une baisse du temps de travail et des salaires contre l'adaptation d'une des deux lignes d'injecteurs aux nouvelles normes de dépollution (condamnant ainsi l'autre ligne, ce qui supprimerait 400 emplois).

Diesel ou essence, c'est tout un pan du secteur automobile qui est touché : menaces de fermeture de Ford Blanquefort et d'A2R Châteauroux, suppressions d'emplois à PSA et à GM&S... Pour la convergence des luttes, il faut mettre le turbo !